

- 4° Les infractions relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, prévues par les articles [L. 823-1](#), [L. 823-2](#) et [L. 823-3](#) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- 5° Les infractions aux dispositions de la section 4 du chapitre V du titre Ier du livre Ier du code de la consommation, relatives à la certification des services et produits autres qu'alimentaires, ainsi qu'au livre II de ce même code, relatives à la conformité et la sécurité des produits et des services ;
- 6° Les infractions aux dispositions des [articles L. 123-10 à L. 123-11-1](#) du code de commerce, relatives à la domiciliation des personnes immatriculées au registre du commerce et des sociétés ;
- 7° Les manquements aux articles [L. 124-7](#), [L. 124-8](#), [L. 124-10](#), [L. 124-13](#) et [L. 124-14](#) et à la première phrase du premier alinéa de l'article [L. 124-9](#) du code de l'éducation ;
- 8° Lorsqu'elles concernent des bâtiments à usage professionnel, les infractions aux dispositions des articles [L. 112-2](#), [L. 134-13](#) et [L. 155-2](#) du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'à celles des dispositions réglementaires prises pour leur application.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Dans quels cas recourir à l'inspecteur du travail ? : Compétence des agents de contrôle de l'inspection du travail

## Chapitre III : Prérogatives et moyens d'intervention

### Section 1 : Droit d'entrée dans les établissements et dans les locaux affectés à l'hébergement.

[L. 8113-1](#) LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 113 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article [L. 8112-1](#) ont un droit d'entrée dans tout établissement où sont applicables les règles énoncées au premier alinéa de l'article [L. 8112-1](#) afin d'y assurer la surveillance et les enquêtes dont ils sont chargés.

Ils ont également un droit d'entrée dans les locaux où les travailleurs à domicile réalisent les travaux définis à l'article [L. 7424-1](#).

Toutefois, lorsque les travaux sont exécutés dans des locaux habités, les agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article [L. 8112-1](#) ne peuvent y pénétrer qu'après avoir reçu l'autorisation des personnes qui les occupent.

[L. 8113-2](#) LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 113 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article [L. 8112-1](#) sont habilités à demander aux employeurs et aux personnes employées dans les établissements soumis au présent code de justifier de leur identité et de leur adresse.

[L. 8113-2-1](#) LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 280

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application des articles [L. 4221-1](#) et [L. 4231-1](#) et du 1° de l'article [L. 8112-2](#) du présent code et de l'article [L. 716-1](#) du code rural et de la pêche maritime, les agents de contrôle de l'inspection du travail peuvent pénétrer dans tout local affecté à l'hébergement de travailleurs, après avoir reçu l'autorisation de la ou des personnes qui l'occupent.